

LA NOUVELLE (DÉ)MARCHE DE L'ANPE

Aujourd'hui s'ouvrent sur le territoire de Marseille deux nouvelles Agences. Ceci correspond à un besoin réel et identifié.

Dans le cadre du Plan de Cohésion Social vendu par le gouvernement actuel comme **LA** réponse au malaise social, l'ANPE se voit confier une mission d'intérêt public; le suivi des demandeurs d'emploi.

OR, à ce jour, ELLE N'A PAS LES MOYENS D'ASSURER SA MISSION.

Les conditions de travail et d'accueil du public ne répondent pas aux exigences de qualité et de services rendus que l'agence s'est elle-même imposée, par le biais d'audits (onéreux) et de certifications (au rabais) ces dernières années.

EN EFFET :

L'ouverture des 2 agences n'est pas suffisante car :

- Les renforts dans le cadre du "suivi mensuel" ne répondent pas au besoin de personnels qualifiés et opérationnels
- La mission d'accompagnement sur le projet et/ou le retour à l'emploi est galvaudée par le manque de temps, d'espace et de moyens.
- La gestion administrative des nombreuses mesures d'aide aux entreprises à l'embauche est de plus en plus lourde

MALGRÉ CETTE SITUATION :

- Le contrôle des chômeurs s'accroît
- Une campagne de communication visant à stigmatiser et à culpabiliser les demandeurs d'emploi est lancée, alors que LES LICENCIEMENTS SONT ACTUELLEMENT PLUS NOMBREUX QUE LES CRÉATIONS DE POSTES !!
- Les voies de recours à la suite de sanctions sont de plus en plus difficiles.
- La sectorisation des Agences marginalise les moins mobiles et les moins qualifiés.
- Une informatisation et une généralisation des services à distance (Internet) enlève la richesse de la relation Agent/Demandeur .

Tout est fait dans la précipitation pour répondre à des effets d'annonce, à un "état d'urgence" inventé (la situation est connue depuis des années...)

La CGT des Agents de l'ANPE PACA, le Comité des Chômeurs et Excluons l'Exclusion dénoncent cet état de fait et invitent tous les chômeurs à se fédérer, à se renseigner et à lutter contre cette situation intolérable qui correspond à un choix politique plus qu'à une nécessité qui ne se donne pas les moyens de ses exigences. Cette démarche n'aide en rien les demandeurs dans leur recherche et/ou leur projet professionnel, elle ne fait que maintenir et augmenter la précarité.